

ZAKI LAÏDI

Conseiller principal du Haut Représentant et vice-président de la Commission européenne, professeur à Sciences Po

Karl Kaiser, associé principal du projet sur l'Europe et la relation transatlantique du Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard

Je me tourne à présent vers Zaki Laïdi.

Zaki Laïdi

Je vais tenter de répondre à la question que vous avez posée, c'est-à-dire comment comprendre les relations de pouvoir dans le monde d'aujourd'hui. De mon point de vue, il y a deux tendances principales sur la scène internationale. La première est la montée d'un affrontement sino-américain, qui va sans aucun doute être l'élément dominant de notre siècle dans le système international, c'est une certitude. Si l'on compare avec la Guerre froide, il y a une différence majeure : l'ampleur de la rivalité entre les États-Unis et la Chine. En effet, elle possède une composante économique et technologique qui n'existait pas pendant la Guerre froide, donc dans un sens, les défis de la rivalité ou de la concurrence sont bien plus vastes. Cela ne sera pas comme la Guerre froide car dans le même temps, au sein du système international, vous avez une deuxième dynamique qui se met en place, créée par l'apparition d'un monde multipolaire. En d'autres termes, ce qui caractérise le système international aujourd'hui et le rend plutôt complexe et instable est l'articulation entre la structure bipolaire et la structure multipolaire. Nous avons une combinaison des deux au niveau international, il faut donc garder les deux dynamiques en tête quand on réfléchit sur le sujet.

La question importante est de comprendre comment les acteurs internationaux réagissent à ces dynamiques principales. De mon point de vue, cette nouvelle organisation du système international crée trois types d'acteurs que j'appelle les suiveurs, les spectateurs et les aventuriers, et je voudrais développer ces catégories. Les suiveurs sont ceux qui ont décidé, pour des raisons nationales, de choisir un camp dans le face-à-face sino-américain, et ils pensent renforcer le poids de leur pays en s'engageant dans cette rivalité. Ce que nous avons vu en Australie en est une parfaite illustration dans le sens où il y a trois ans, le Premier Ministre australien avait déclaré que son pays ne prendrait pas parti entre les États-Unis et la Chine et maintenant ils ont décidé de passer du côté américain. C'est un choix parfaitement respectable, et mon argumentation ici n'est pas de dire s'il est bon ou mauvais, j'essaie juste d'analyser le fonctionnement du système international. Cependant, la décision de l'Australie a une autre conséquence. Elle signifie que l'influence de la Chine est mal perçue dans le monde par de plus en plus de pays, pas seulement en Occident comme nos amis Chinois le pensent, mais dans d'autres coins du globe. Je pense que l'AUKUS envoie un message ambivalent et les Chinois devraient prendre cela en compte. Evidemment, il y a une source de

polarisation autour de ce conflit. Du côté chinois on pourrait arguer, par exemple, que le Pakistan a décidé de se ranger du côté de la Chine et les Pakistanais ont l'habitude de dire que la Chine est un allié solide.

Vous avez des pays qui vont clairement prendre parti mais ensuite vous avez une deuxième catégorie qui sont spectateurs. Ils attendent, observent car, dans de nombreux cas, ils ne sentent pas concernés par la rivalité entre les États-Unis et la Chine. De nombreux pays du continent africain, même au Moyen Orient ou en Amérique latine, observent l'éclosion de cet affrontement mais ne se sentent pas forcément concernés. Ce sont des spectateurs qui ne prennent pas parti, entretiennent de bonnes relations avec les deux côtés et pensent qu'ils peuvent étendre leur influence et défendre leurs intérêts nationaux en restant neutres. Pour le moment, cela représente la majorité des pays.

La troisième catégorie est extrêmement importante et c'est ce que j'appelle les aventuriers. Les aventuriers, comme leur nom l'indique, sont des pays importants qui veulent renforcer leur influence sur la scène internationale. Ils comprennent que cet affrontement va être crucial et ils veulent en jouer pour accroître leur importance. Je vais vous donner trois exemples complètement différents : la Russie, la Turquie et l'Inde. Dans le cas de la Russie, il est évidemment acquis qu'elle ne redeviendra une grande puissance, mais les Russes veulent étendre leur influence sur la scène internationale en s'opposant à l'Occident, l'Europe et les États-Unis, en formant une alliance informelle, pas une alliance établie, avec la Chine. Ils pensent que cet affrontement entre la Chine et les États-Unis peut être bénéfique à la Russie d'une façon ou d'une autre et de nombreux exemples vont dans ce sens. Les Indiens, en particulier après ce qui s'est passé en Afghanistan, bien sûr, souhaitent renforcer leur indépendance et il n'est pas dans leur caractère de devenir suiveur des États-Unis. Cependant, ils vont sans aucun doute, par exemple, fortifier leur coopération stratégique avec les États-Unis au sein du Quad pour équilibrer l'influence de la Chine, leur principal rival dans le système international. La Turquie est très différente des deux exemples précédents, elle n'est pas vraiment concernée par le face-à-face sino-américain, mais elle comprend bien qu'il y a un léger affaiblissement de la position des États-Unis dans le monde et elle veut en profiter pour augmenter son influence vis-à-vis des États-Unis en développant une relation purement intéressée avec la Russie. Bien sûr, la Russie comprend bien qu'elle doit accepter beaucoup de choses des Turcs si elle veut affaiblir leur dépendance des États-Unis.

Où se situe l'Europe dans tout ça ? L'Europe ne va pas rester sur la ligne entre les États-Unis et la Chine. Nos intérêts et nos valeurs sont beaucoup plus proches des États-Unis. Cela ne fait aucun doute. Dans le même temps, nous avons une approche et des priorités différentes. La prise de risque pour l'Europe signifie alors devenir proactive. Cela étant, l'Europe est alourdie par deux éléments. Le premier est que l'Europe n'est pas un État. Le second est qu'elle n'a pas été construite historiquement pour gérer les jeux de pouvoir politiques. Nous devons faire face à ces deux contraintes structurellement, ne pas être un État signifie qu'il nous faut définir des intérêts communs et deuxièmement, la force motrice de l'Europe n'a jamais été la politique de pouvoir. J'avais l'habitude de dire que l'Europe était historiquement construite contre les politiques de pouvoir, donc c'est un profond bouleversement. Cependant, nous ne pouvons pas nous permettre de rester une soft power car tous les instruments des soft power ont été militarisés. Je vais conclure ainsi, nous avons ces trois acteurs principaux, les États-Unis, la Russie et la Chine, entre autres bien sûr. Vis-à-vis des États-Unis, personne



en Europe ne remet sérieusement en question le fait que l'OTAN est l'instrument exclusif de notre sécurité. C'est la première question. La deuxième question concerne la nature des relations au sein de l'OTAN. Evidemment, il y a des discussions sur ces deux questions, mais je pense qu'il y a une insatisfaction sur ces deux points. Il y a des zones où l'Europe a des intérêts évidents mais que l'OTAN ne va pas investir, et le Sahel, que vous avez mentionné, en est un bon exemple.

Par conséquent, nous avons besoin d'une position commune et d'un engagement commun européen dans cette partie du monde car l'OTAN ne sera pas la réponse à tous nos problèmes de sécurité. Je pense que les Américains prennent cette question très au sérieux et elle a été mentionnée dans le communiqué entre Biden et Macron. Deuxièmement, il y a une sorte d'insatisfaction dans la nature du dialogue entre les États-Unis et l'Europe au sein de l'OTAN et bien évidemment ce point de vue n'est pas partagé par tous les États membres européens. Je pense que le HRVP va développer ce point dans son dialogue avec Thierry, mais l'idée est que vous avez des membres de l'OTAN qui ne sont pas dans l'Union européenne, et c'est un problème. Quand on parle de construire un pilier européen en Europe au sein de l'OTAN, nous avons des pays hors UE qui font partie du débat au sein de l'OTAN. Du fait de sa construction, l'OTAN ne peut pas être le lieu exclusif du dialogue stratégique avec les États-Unis et d'ailleurs les États-Unis ont accepté ce fait. Suite à la visite du Président Biden à Bruxelles, les États-Unis ont accepté l'idée d'un dialogue stratégique entre l'UE et les États-Unis. Cette posture n'est pas contre l'OTAN, elle découle simplement du fait que si nous voulons un pilier européen stratégique au sein de l'OTAN, nous devons le construire et pour cela il nous faut une concentration et un dialogue entre Européens. Par conséquent, ce n'est pas contradictoire, sauf si l'on considère que le statu quo est parfait.

Karl Kaiser

Merci beaucoup. Cela pose toujours la question concernant l'Indopacifique, l'Europe va-t-elle être – pour reprendre vos termes – une puissance aventurière ou une puissance suiveuse.